

DECLARATION



Les forces tchadiennes de la MISCA doivent quitter immédiatement la République Centrafricaine

La prise de pouvoir de la SELEKA a été organisée depuis le Tchad par le Président Idriss DEBY ITNO et ses hommes de main notamment NOUREDDINE Adam et Michel Am NONDROKO DJOTODIA.

Michel Am NONDROKO DJOTODIA, Président de l'Union des Forces Démocrates pour le Rassemblement (UFDR), dans une lettre confidentielle, certifiée par les services secrets français, adressée à l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), depuis Djeddah en Arabie Saoudite cf. article signé par Maria MALAGARDIS, paru dans le journal, Libération du 16/04/2013, intitulé *Centrafrique le chaos l'emporte à Bangui*, annonçait clairement le projet d'islamisation forcée de la République Centrafricaine en ces termes : « Si Dieu le veut, si nous arrivons à Bangui, nous allons mettre en place un régime islamique afin d'appliquer la charia ». Toujours, selon Libération : « Un an après ce texte, DJOTODIA est bien au pouvoir à Bangui dans une ambiance aussi confuse et inquiétante ».

NOUREDDINE Adam, le numéro 2 de la SELEKA, qui selon l'article de Vincent DUHEM paru dans le Jeune Afrique du 04/04/2013, a fait l'académie de Police du Caire, possède de nombreuses attaches à N'Djamena, a tissé des liens au Moyen-Orient, demeure à Dubaï de 1990 à 2000, a été garde-corps du Cheikh BEN SULTAN AL NAHYAHE, Émir d'Abu Dhabi et Président des Émirats Arabes Unis, a participé en 2003 au coup d'État qui porte le général François BOZIZE au pouvoir en Centrafrique. Il a longtemps manœuvré au sein de l'armée tchadienne contre la coalition de l'Union des Forces de Résistance (UFR) de Timan ERDIMI en 2008. En 2009, après l'assassinat de Charles MASSI, il prendra la tête de la CPJP, une des composantes de la SELEKA.

DJOTODIA et NOUREDDINE sont à la tête de la SELEKA, une rébellion composée à 80% des Tchadiens et Soudanais, soutenue respectivement par les Présidents Idriss DEBY ITNO et Omar Ahmed El BECHIR. Et, depuis le 24 mars 2013, date de la prise de pouvoir de la SELEKA, les 16 préfectures de la République Centrafricaine sont mises en coupe réglée, sous le joug des commandants de zone (comzone), des véritables chefs de guerre.

Dans ces régions militaires, on trouve à la tête de chaque préfecture et sous-préfecture un ou deux généraux, des colonels et capitaines qui ont pour mission de détruire les édifices publics (les Mairies, les Sous-préfectures, les Écoles, les Centres de Santé, etc.) les Églises et les lieux de culte chrétien et faire main basse sur toutes les richesses du pays : diamant, or, uranium, manganèse, mercure, caoutchouc, café, bois, etc.

Ces chefs de guerre doivent faire disparaître les actes d'état civil et les cartes de baptême faisant office de jugement supplétif, et, provoquer la fuite massive des populations afin qu'ils puissent prendre possession des zones diamantifères, aurifères, pétrolifères et uranifères. En outre, les SELEKA soutenus par les troupes tchadiennes de la MISCA violent, commettent des crimes crapuleux et massifs, incendient des maisons, des villages, et terrorisent ou créent la psychose au sein de la population civile centrafricaine.

Aussi noble qu'elle soit la mission des troupes tchadiennes au sein de la Mission d'Intervention MISCA, force est de constater qu'elles ont toujours manqué à leur devoir d'impartialité en prenant comme cible les populations dites d'origine chrétienne parce qu'elles se sont attaquées aux musulmans.

Pire, ces mêmes troupes tchadiennes tirent de façon délibérée sur les autres forces de la MISCA notamment les troupes burundaises, françaises et congolaises afin de les détourner de leur mission.

Les troupes tchadiennes de la MISCA ne peuvent être à la fois juge et partie dans un tel conflit !

Aujourd'hui, par le comportement ambigu du contingent tchadien de la MISCA, la République Centrafricaine s'enfoncé chaque jour de plus en plus dans un chaos indescriptible et généralisé. Le Peuple Centrafricain, qui a applaudi l'arrivée des troupes françaises et africaines comme des sauveurs, rejette en bloc les troupes tchadiennes pour leur complicité avec les SELEKA.

L'Union des Démocrates Centrafricains (UDECA), solidaire du Peuple Centrafricain, après la découverte des fosses communes et des charniers et après avoir observé les agissements crapuleux des troupes tchadiennes qui se comportent comme sur un terrain conquis, soutenant ouvertement ceux qui commettent : vols, viols, crimes, destruction des biens publics, lynchages et humiliations des citoyens centrafricains, tortures physiques et morales, exécutions sommaires, profanation des lieux de culte, etc.

Demande avec fermeté :

- ⑩ Le retrait immédiat des troupes tchadiennes de la MISCA et de la République Centrafricaine afin d'éviter la guerre entre le peuple tchadien et le peuple centrafricain.**
- ⑩ Le retrait immédiat des troupes tchadiennes pour apaiser les tensions entre les différentes composantes des forces de la MISCA afin de rétablir dans les meilleurs délais la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire centrafricain.**
- ⑩ Le Retrait immédiat des troupes tchadiennes afin de favoriser le processus de réconciliation entre les différentes confessions religieuses en Centrafrique**
- ⑩ Le retrait immédiat des troupes tchadiennes pour favoriser le dialogue et l'entente entre les différents pays membres de la Communauté des États Économiques de l'Afrique Centrale (CEEAC).**
- ⑩ Enfin, le retrait immédiat des troupes tchadiennes pour éviter de mettre en péril, la réussite de la mission de paix et de sécurité confiée par les Nations-Unies et le Conseil de sécurité à la France, à l'Union africaine et à la MISCA.**

Fait à Mauléon-Licharre le 30 décembre 2013

**Le Président de l'Union des Démocrates Centrafricains (UDECA)
Faustin ZAMETO MANDOKO**

